

VD_GERICHTE ST16.012522 vom 6. Oktober 2016

VD Tribunal cantonal, 2016-10-06, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_gerichte_ST16.012522

FR: VD_GERICHTE ST16.012522 du 6 octobre 2016

IT: VD_GERICHTE ST16.012522 del 6 ottobre 2016

Erwägungen

E. 3.1

La recourante conteste la nomination de l'administrateur d'office Me W. _____ et soutient qu'elle aurait dû être désignée en cette qualité conformément aux vœux de feu son époux. Elle se réfère aux quatre dispositions testamentaires les plus récentes qui la désignent comme exécutrice testamentaire – ce qui ne ressort pas de l'ordonnance entreprise – et relève que la décision de la Juge de paix n'indique aucun motif permettant de retenir qu'elle n'aurait pas la capacité d'exercer cette mission ou que l'on ne pourrait pas avoir confiance dans la manière dont elle exécuterait cette tâche. Elle ajoute que son « silence écrit » ne peut être retenu comme une approbation à la désignation de Me W. _____.

E. 3.2.1

L'art. 554 al. 1 CC prévoit que l'autorité ordonne l'administration d'office de la succession : en cas d'absence prolongée d'un héritier qui n'a pas laissé de fondé de pouvoirs, si cette mesure est commandée par l'intérêt de l'absent (ch. 1) ; lorsque aucun de ceux qui prétendent à la succession ne peut apporter une preuve suffisante de ses droits ou s'il est incertain qu'il y ait un héritier (ch. 2) ; lorsque tous les

- 7 - héritiers du défunt ne sont pas connus (ch. 3) ; dans les autres cas prévus par la loi (ch. 4). L'administration d'office est la plus importante des mesures conservatoires prévues par le législateur suisse. Elle consiste « dans la gestion conservatoire de la succession par une personne que l'autorité compétente désigne à cet effet, en paralysant ainsi le droit du ou des héritiers d'administrer la succession et d'en disposer » (Hubert- Froidevaux, in : Commentaire du droit des successions, 2012, n. 1 ad art. 554 CC et les références citées).

E. 3.2.2

L'art. 554 al. 2 CC prévoit que s'il y a un exécuteur testamentaire désigné, l'administration de l'hérédité lui est remise. Selon le Tribunal fédéral, cette prescription ne s'impose pas à l'autorité, l'alinéa 2, qui ne contient qu'une simple instruction, n'étant pas de droit impératif (ATF 42 II 339). L'administrateur ayant une position indépendante par rapport aux héritiers, il ne peut être choisi parmi les héritiers (Hubert-Froidevaux, op. cit., n. 4 ad art. 554 CC). Caroline Schuler-Buche (in : L'exécuteur testamentaire, l'administrateur officiel et le liquidateur officiel : étude et comparaison, Thèse 2003, p. 36) parle de conflit d'intérêt objectif si l'exécuteur est héritier légal ou institué. Le conflit d'intérêt objectif est à distinguer du conflit d'intérêt subjectif, qui ne constitue pas un motif valable pour ne pas nommer l'administrateur. S'agissant d'un tel conflit (subjectif), l'autorité ne peut pas se baser uniquement sur l'avis des héritiers, mais doit vérifier si les reproches des héritiers envers l'exécuteur testamentaires sont fondés (Schuler-Buche, ibidem).

E. 3.3

En l'espèce, la nécessité d'une administration d'office n'est pas remise en cause par la recourante, qui ne s'en prend qu'à la personne désignée en qualité d'administrateur officiel. In casu, la personne désignée comme exécutrice testamentaire par le défunt – de son vivant – se trouve dans le cercle des

- 8 - héritiers potentiels. De ce fait, la première juge ne pouvait valablement nommer la personne désignée par le défunt en cette qualité, ce d'autant qu'un conflit existe entre les héritiers. Du reste, comme le rappelle à juste titre la recourante, l'art. 554 al. 2 CC n'est pas de droit impératif, ce qui laisse toute latitude au juge, en cas de motifs justifiés, de s'en écarter. Le motif indiqué ci-dessus commandait précisément de désigner un tiers à cette fonction, ce qui a été fait en la personne de Me W. _____. Contrairement à ce que soutient la recourante, il ne s'agit pas ici de porter l'examen sur sa capacité subjective d'exercer la mission ou de la confiance qui peut être placée en elle. A cela s'ajoute que la recourante reconnaît ne pas s'être opposée « par écrit » auprès de la Juge de paix à la désignation d'un administrateur officiel et/ou à la désignation de Me W. _____ pour cette mission, affirmant avoir « néanmoins contacté à plusieurs reprises le greffe pour interpellé celui-ci sur les intentions exprimées par Madame le Juge de paix et s'interroger sur la nécessité d'une administration officielle. Elle n'était alors pas assistée ». Il ne ressort toutefois nullement de ses propos qu'elle se serait opposée par oral, à défaut de le faire par écrit. Il y a donc lieu de retenir qu'elle n'a manifesté aucune opposition en temps voulu à la nomination litigieuse, sans que sa représentation, à ce moment- là, par un mandataire professionnel, ne soit déterminante.

E. 4

Il s'ensuit que le recours, manifestement infondé, doit être rejeté selon le mode procédural de l'art. 322 al. 1 CPC et la décision entreprise confirmée. Les frais judiciaires de deuxième instance, arrêtés à 500 fr. (art. 74 al. 1 TFJC [tarif des frais judiciaires en matière civile du 28 septembre 2010 ; RSV 270.11.5]), sont mis à la charge de la recourante, qui succombe (art. 106 al. 1 CPC).

- 9 - Par ces motifs, la Chambre des recours civile du Tribunal cantonal, en application de l'art. 322 al. 1 CPC, prononce : I. Le recours est rejeté. II. L'ordonnance est confirmée. III. Les frais judiciaires de deuxième instance, arrêtés à 500 fr. (cinq cents francs), sont mis à la charge de la recourante A.Y. _____. IV. L'arrêt motivé est exécutoire. Le président : La greffière : Du 10 octobre 2016 Le dispositif de l'arrêt qui précède est communiqué par écrit aux intéressés. La greffière :

- 10 - Du L'arrêt qui précède, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, est notifié en expédition complète, par l'envoi de photocopies, à : - Me Nicolas Gillard (pour A.Y. _____), - Me W. _____, - Me Patrice Girardet (pour C.Y. _____). Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière civile devant le Tribunal fédéral au sens des art. 72 ss LTF (loi sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 ; RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Dans les affaires pécuniaires, le recours en matière civile n'est recevable que si la valeur litigieuse s'élève au moins à 15'000 fr. en matière de droit du travail et de droit du bail à loyer, à 30'000 fr. dans les autres cas, à moins que la contestation ne soulève une question juridique de principe (art. 74 LTF). Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF). Cet arrêt est communiqué, par

l'envoi de photocopies, à : - Mme la Juge de paix du district de Lavaux-Oron. La greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.